

Appel à la grève des AED de Marseille Jeudi 19 janvier 2017 : Pas de ZEP, pas rentrée !

Les AED, éternels oubliés depuis la création des ZEP

Les zones d'éducation prioritaires (ZEP) ont été créées en 1981 pour réduire la ségrégation sociale dans les quartiers populaires et les campagnes. Il s'agissait de donner plus de moyens aux élèves des établissements scolaires qui en avaient besoin. A l'époque, il y a eu une création de postes d'enseignants afin d'obtenir des classes moins chargées, et un recrutement de personnels pour accompagner les élèves, notamment des surveillants (aujourd'hui appelés AED). Dès 1981, les enseignants de ZEP touchent une prime qui reconnaît un travail plus dur. Mais les AED, malgré les promesses des gouvernements successifs, et malgré leurs manifestations, sont encore exclus du paiement de cette prime. **Alors que nous travaillons auprès d'élèves qui demandent plus d'attention, cette inégalité salariale est scandaleuse. Elle montre le mépris de notre métier d'AED en haut des ministères et des rectorats.**

La précarité des AED ne s'arrête pas là, puisque nous n'avons que des CDD d'un an, renouvelable six ans, selon le bon vouloir des chefs d'établissements. En effet, depuis la réforme de notre statut en 2003, ce n'est plus le Rectorat qui nous emploie. C'est de cette façon que l'administration peut nous mettre la pression et, lorsque nous défendons nos droits ou lorsque nous faisons grève, menacer notre renouvellement. La réforme de 2003, c'est aussi des milliers de postes d'AED supprimés, et un temps de travail à temps plein qui passe à 41h. **Nos anciens statuts (surveillants d'externats et maîtres d'internat), nous permettaient de travailler 28h en étant payé à temps plein !**

Suppression des ZEP = toujours plus de précarité pour les AED !

La suppression des lycées ZEP va dans le même sens que les politiques de destruction de notre statut. Dans la réforme de 2014 les écoles et les collègues ZEP sont transformés en REP (réseaux d'éducation prioritaire). Mais les lycées ne rentrent pas dans ce dispositif ! Ils perdront donc dès la prochaine rentrée les moyens qui leur permettait de recruter plus d'AED, avec des horaires plus élevés (grâce à la loi travail, jusqu'à 44h). En sous-effectif, notre charge de travail va augmenter. Ainsi, dans les établissements où le rôle des AED est primordial, nous risquons de nous retrouver toujours moins nombreux pour encadrer les jeunes. Nous risquons aussi de nous retrouver encore plus isolés et sous pression des proviseurs. **Il est urgent de se mobiliser pour sauver notre métier !**

Nous devons également nous mobiliser pour préserver les conditions d'enseignement dans les lycées ZEP. Leur suppression signifie le passage de 30 à 40 élèves par classes. C'est la réussite des enfants des familles modestes qui est ici menacée par la politique libérale du PS et de sa ministre Najat Vallaud Belkacem. Cette suppression signifie bel et bien la dégradation des conditions de travail pour tous au sein des établissements, des enseignants, des CPE, des AED et de tous les autres personnels.

En juin 2016, les AED de Marseille s'étaient déjà mobilisés pour une véritable reconnaissance de leur métier, le retour au statut de MI-SE d'avant 2003, l'obtention de contrat de trois ans ou l'obtention de la prime REP. Où sont les promesses que nous avons obtenues de l'inspection académique ? Partout en France, mettons-nous en grève pour défendre les ZEP et nos statuts !

MANIFESTATION 19/01 10H PARC CHANOT- Métro rond point du Prado

AED du lycée Saint-Exupéry - AED du lycée la Floride - AED du lycée Diderot - AED du lycée Victor Hugo -

